

## Publications économiques et financières



### Entreprises

Mai 2020

# LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DANS LES DOM

## POURSUITE DE LA BAISSÉ DANS L'ENSEMBLE DES DOM AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE

### AVERTISSEMENT

Les données du premier trimestre publiées ici reflètent pour partie la fermeture des tribunaux de commerce durant la deuxième quinzaine du mois de mars et les mesures temporaires concernant les conditions d'examen des situations de cessation de paiements à la suite de la crise sanitaire. Les évolutions observées traduisent donc les défaillances d'entreprises telles qu'observées à fin mars 2020.

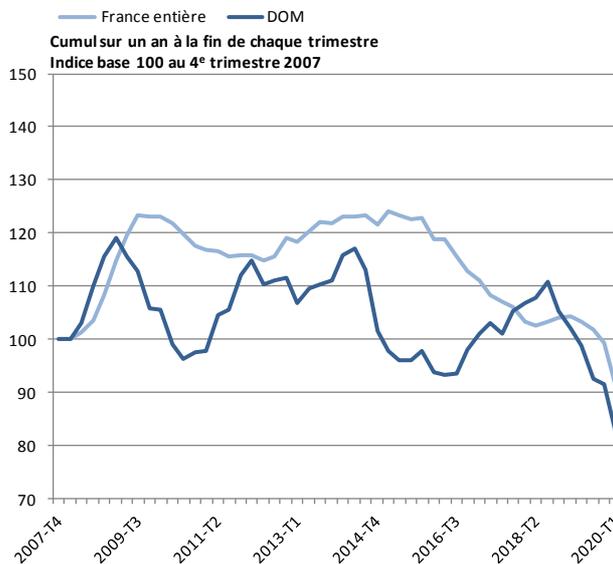
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, le nombre de défaillances dans les DOM s'inscrit à nouveau en **diminution** (-19,5 % sur un an contre -13,0 % pour la France entière).

- Le cumul sur un an du nombre de défaillances s'élève à 1 138, soit 276 entreprises de moins par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2019.
- Le nombre de défaillances diminue de 46,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les défaillances sont en baisse **dans tous les départements** : le recul est marqué en Guyane (-31,4 %) et en Guadeloupe (-30,8 %). Il est également significatif à La Réunion (-18,2 %) où le nombre de défaillances s'inscrit à un niveau inférieur à celui observé avant la crise financière de 2008.

### Défaillances d'entreprises dans les DOM

Note : chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.



Le nombre de défaillances diminue dans **presque tous les secteurs d'activité**, à l'exception de l'information-communication, où la hausse ne porte que sur un très petit nombre d'entreprises.

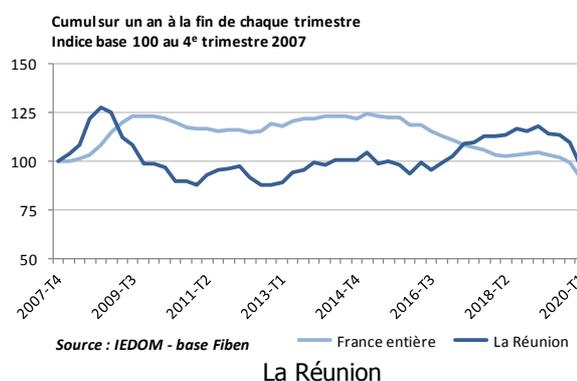
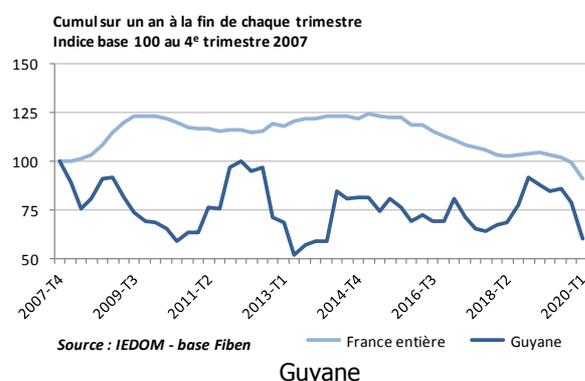
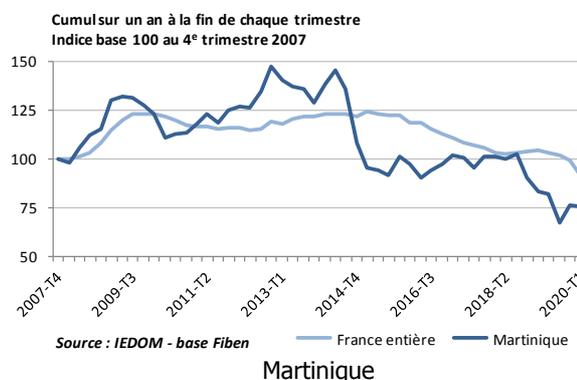
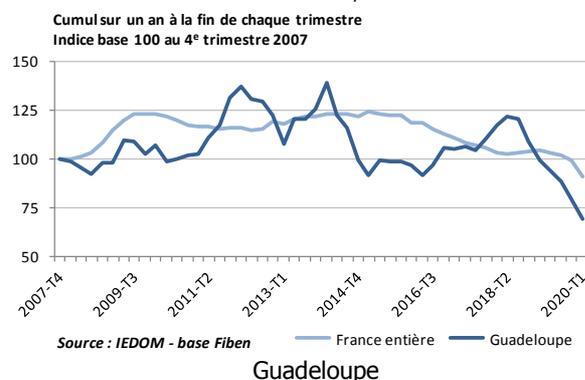
Les reculs les plus importants sont notés dans l'enseignement, la santé et les services aux ménages (-43,4 %), l'agriculture-sylviculture (-40,5 %), le transport et l'entreposage (-38,6 %) et l'immobilier (-33,3 %).

## Les défaillances d'entreprises par DOM

Défaillances en nombre d'unités légales, variations en %

	Cumul sur un an à la fin du trimestre			Données trimestrielles		
	1 <sup>er</sup> trim. 2019	1 <sup>er</sup> trim. 2020	Variation en %	4 <sup>e</sup> trim. 2019	1 <sup>er</sup> trim. 2020	Variation en %
Guadeloupe	295	204	-30,8 %	51	24	-52,9%
Martinique	331	300	-9,4 %	129	72	-44,2%
Guyane	86	59	-31,4 %	22	3	-86,4%
La Réunion	694	568	-18,2 %	157	92	-41,4%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1 414</b>	<b>1 138</b>	<b>-19,5 %</b>	<b>361</b>	<b>192</b>	<b>-46,8%</b>
France entière	53 548	46 586	-13,0 %	13 314	10 007	-24,8%

Source : IEDOM – Base Fiben. Données disponibles fin mai 2020 – Calcul : IEDOM



## Les défaillances d'entreprises par secteur d'activité

Défaillances en nombre d'unités légales, variations en %

Secteur d'activité	DOM						France entière					
	Cumul sur un an			Données trimestrielles			Cumul sur un an			Données trimestrielles		
	1 <sup>er</sup> trim. 2019	1 <sup>er</sup> trim. 2020	Variation en %	4 <sup>e</sup> trim. 2019	1 <sup>er</sup> trim. 2020	Variation en %	1 <sup>er</sup> trim. 2019	1 <sup>er</sup> trim. 2020	Variation en %	4 <sup>e</sup> trim. 2019	1 <sup>er</sup> trim. 2020	Variation en %
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	42	25	-40,5 %	8	3	-62,5 %	1 432	1 176	-17,9 %	408	159	-61,0 %
Industrie (BE)	156	114	-26,9 %	34	17	-50,0 %	3 740	3 128	-16,4 %	854	718	-15,9 %
Construction (FZ)	357	301	-15,7 %	103	53	-48,5 %	11 752	10 167	-13,5 %	2 902	2 225	-23,3 %
Commerce, réparation automobile (G)	236	234	-0,8 %	74	48	-35,1 %	11 529	10 326	-10,4 %	2 930	2 316	-21,0 %
Transports et entreposage (H)	70	43	-38,6 %	11	9	-18,2 %	2 094	1 967	-6,1 %	590	444	-24,7 %
Hébergement et restauration (I)	121	110	-9,1 %	29	18	-37,9 %	7 310	6 213	-15,0 %	1 774	1 384	-22,0 %
Information et communication (JZ)	15	26	+73,3 %	8	5	-37,5 %	1 283	1 243	-3,1 %	340	278	-18,2 %
Activités financières et d'assurance (KZ)	27	25	-7,4 %	11	2	-81,8 %	1 123	998	-11,1 %	283	210	-25,8 %
Activités immobilières (LZ)	39	26	-33,3 %	4	3	-25,0 %	1 644	1 431	-13,0 %	444	247	-44,4 %
Conseils et services aux entreprises (MN)	152	120	-21,1 %	37	18	-51,4 %	5 778	5 300	-8,3 %	1 482	1 182	-20,2 %
Enseignement, santé, action sociale et service aux ménages (P à S)	196	111	-43,4 %	41	15	-63,4 %	5 471	4 348	-20,5 %	1 241	780	-37,1 %
<b>Ensemble</b>	<b>1 414</b>	<b>1 138</b>	<b>-19,5 %</b>	<b>361</b>	<b>192</b>	<b>-46,8 %</b>	<b>53 548</b>	<b>46 586</b>	<b>-13,0 %</b>	<b>13 314</b>	<b>10 007</b>	<b>-24,8 %</b>

Source : IEDOM – Base Fiben. Données disponibles fin mai 2020 – Calcul : IEDOM

### MÉTHODOLOGIE

Les défaillances sont recensées en termes d'unités légales – entités identifiées par un numéro Siren – et couvrent les redressements et les liquidations judiciaires. La notion de « défaillance » se distingue de celle de « cessation d'activité » qui correspond à l'arrêt total de l'activité d'une entreprise. Une défaillance ne donne pas nécessairement lieu à une cessation d'activité, et *vice versa*.

Une unité légale peut faire l'objet de plusieurs procédures collectives au cours du temps. Quand, suite à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la liquidation judiciaire est prononcée à l'issue de la période d'observation, une seule défaillance est comptabilisée. En revanche, on considère que lorsqu'un plan de continuation ou un plan de cession intervient entre un redressement judiciaire et une liquidation judiciaire ou un nouveau redressement, ce plan clôture la procédure initiale de redressement. La liquidation ou le second redressement sont donc comptabilisés comme une nouvelle ouverture de procédure, c'est-à-dire comme une nouvelle défaillance de l'unité légale.

Les défaillances des sociétés en nom collectif (SNC) de défiscalisation consécutives à la défaillance de leur maison-mère sont neutralisées afin d'éviter de compter plusieurs fois la même procédure.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. RANDRIAMISAINA

Rédaction : B. TERRIEN

Éditeur et imprimeur : IEDOM